

Brochure n° 3031

Convention collective nationale

IDCC : 897. – **PERSONNEL DES SERVICES
INTERENTREPRISES
DE MÉDECINE DU TRAVAIL**
(5^e édition. – Octobre 2003)

ACCORD DU 1^{ER} FÉVRIER 2005
RELATIF À L'INTERPRÉTATION DES RÉMUNÉRATIONS

NOR : *ASET0550286M*
IDCC : 897

Le CISME et les organisations syndicales signataires du présent texte rappellent que toutes les rémunérations versées aux médecins du travail salariés des services interentreprises de santé au travail, quels qu'en soient la forme et le montant, doivent, conformément aux termes mêmes du préambule de la convention collective du personnel des services interentreprises de médecine du travail du 20 juillet 1976, respecter les dispositions déontologiques qui leur sont propres et tout particulièrement celles de l'article 97 du code de déontologie (art. R. 4127-97 du code de la santé publique) relatif à l'interdiction des normes de productivité qui dispose :

« Un médecin salarié ne peut, en aucun cas, accepter une rémunération fondée sur des normes de productivité, de rendement horaire ou toute autre disposition qui auraient pour conséquence une limitation ou un abandon de son indépendance ou une atteinte à la qualité des soins. »

Fait à Paris, le 1^{er} février 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CISME.

Syndicats de salariés :

Fédération CFDT santé et sociaux ;
Confédération française de l'encadrement CFE-CGC ;
Fédération CFTC santé et sociaux ;
Fédération de la santé et de l'action sociale CGT ;
Fédération des employés et cadres CGT-FO ;
Syndicat national professionnel des médecins du travail (SNPMT).